

DEC211559DR13

Décision portant délégation de signature à **M. Luis-Miguel CHEVIN**, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) du groupement de recherche intitulé **GDR3715 Plasticité Phénotypique (PlasPhen)**.

LA DIRECTRICE DU GROUPEMENT DE RECHERCHE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181911DGDS du 21 janvier 2018, approuvant le renouvellement du groupement de recherche intitulée **GDR3715 Plasticité Phénotypique (PlasPhen)**, dont le directeur est **M. Luis-Miguel CHEVIN**

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Véronique HANIN IR Administratrice**, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique HANIN, délégation est donnée à **Mme Marguerite PLATON Responsable financière** aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le **31 mars 2021**

Le directeur du groupement de recherche

Luis-Miguel CHEVIN

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.